



PRÉFÈTE DU LOIRET

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale de la protection des populations Sécurité de l'environnement industriel

ARRÊTÉ METTANT EN DEMEURE

LA SOCIÉTÉ SAVANE BROSSARD DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS QUI LUI SONT APPLICABLES
POUR LES INSTALLATIONS QU'ELLE EXPLOITE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE PITHIVIERS

La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS, préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié qui prévoit que « *Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...] Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.* » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2005 autorisant la société SAVANE BROSSARD à PITHIVIERS, rue de la gare des marchandises, à exploiter une usine de fabrication de pâtisseries industrielles (mise à jour administrative) avec construction d'un nouveau bâtiment ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 portant régularisation de l'entrepôt Mauffrey et mise à jour des prescriptions applicables à la société SAVANE BROSSARD, et notamment son article 13 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2023 et notamment son article 2 mettant en demeure la société SAVANE BROSSARD de PITHIVIERS de transmettre dans l'année suivant la date de notification de l'arrêté, les résultats de l'inspection des réseaux d'eaux, le plan des réseaux actualisé et l'échéancier de réalisation des actions correctives éventuellement nécessaires, afin de se conformer aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le rapport de la société SARP SOA du 6 mars 2024 réalisé à la suite des inspections effectuées par caméras à compter du 26 octobre 2023 sur les réseaux d'eaux pluviales de l'établissement SAVANE BROSSARD à PITHIVIERS ;

Vu le rapport de la société SARP SOA du 6 mars 2024 réalisé à la suite des inspections effectuées par caméras à compter du 24 octobre 2023 sur les réseaux eaux usées et industrielles de l'établissement SAVANE BROSSARD de PITHIVIERS ;

Vu la demande formulée par la société SAVANE BROSSARD auprès de Madame la préfète, par courrier du 6 décembre 2024, de disposer d'un délai supplémentaire pour finaliser le plan d'action consécutif au diagnostic de l'état des réseaux, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 septembre 2023 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 20 mars 2025 faisant suite à la visite d'inspection du 4 novembre 2024 transmis à l'exploitant par courriel du 21 mars 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu la notification à l'exploitant d'un premier projet d'arrêté de mise en demeure par courrier du 3 avril 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant sur ce premier projet formulées par courrier du 2 juin 2025 ;

Vu, au regard des observations de l'exploitant formulées par courrier du 2 juin 2025, la notification par courrier du 24 juin 2025 à l'exploitant d'un nouveau projet d'arrêté de mise en demeure annulant et remplaçant celui transmis par courrier du 3 avril 2025 ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce nouveau projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que les rapports de diagnostic de l'état des réseaux font ressortir des désordres, dont certains importants, qui remettent en cause l'étanchéité des réseaux permettant d'assurer la collecte et l'acheminement des eaux polluées ou susceptibles de l'être vers les équipements de traitement ;

Considérant que lors de la visite du 4 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté, sur la base des rapports de la société SARP SOA susvisés, que les réseaux de collecte et d'acheminement des eaux polluées ou susceptibles de l'être ne sont pas étanches ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

Considérant la demande de report de délais formulée par l'exploitant et les difficultés mises en exergue par l'exploitant dans son courrier du 6 décembre 2024 liées notamment à la compréhension et à la hiérarchisation des désordres identifiés sur les réseaux ;

Considérant les éléments complémentaires transmis par l'exploitant par courrier du 2 juin 2025 notamment la hiérarchisation des désordres constatés sur les réseaux des eaux usées (industrielles et domestiques) et des eaux pluviales classés de façon décroissante de « dégradation avérée », à « risque à terme » puis « interne Savane Brossard » ;

Considérant que l'exploitant indique que les désordres classés en « dégradation avérée » concernent les situations de réelle dégradation sur un point ou un tronçon du réseau (fissure, rupture ou effondrement) ;

Considérant qu'il convient de prioriser les travaux de remise en conformité des réseaux sur les désordres présentant « une dégradation avérée » susceptible de générer une pollution des sols et des eaux, et en particulier sur le réseau des eaux usées présentant une plus forte charge polluante ;

Considérant que face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SAVANE BROSSARD de respecter les dispositions de l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret

ARRÊTE

Article 1

La société SAVANE BROSSARD, exploitant une usine de fabrication de pâtisseries industrielles, sise rue de la gare des marchandises à Pithiviers, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

- a) en assurant la remise en état des désordres classés en « dégradation avérée » sur les réseaux d'eaux usées (industrielles et domestiques) de l'établissement, dans les 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- b) en assurant la remise en état des désordres classés en « dégradation avérée » sur les réseaux d'eaux pluviales de l'établissement, dans les 36 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté est notifié à la société SAVANE BROSSARD par voie postale. Il est publié sur le site internet de la préfecture du Loiret pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le

22 JUIL. 2025

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général,
Pour le secrétaire général absent
Le secrétaire général adjoint


Adrien MEO

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

DIFFUSION :

- Société SAVANE BROSSARD
- Monsieur le Maire de PITHIVIERS
- Madame la Sous-Préfète de PITHIVIERS
- UD DREAL